

PROFITS DU COMMERCE INTERCONTINENTAL ET CROISSANCE DANS LA FRANCE DU XVIII^E SIECLE

Guillaume Daudin¹

Cet article étudie le rôle du commerce intercontinental dans l'accumulation de capital en France à la fin de l'Ancien Régime. J'utilise la méthode de O'Brien pour mesurer la quantité annuelle de profits dégagée par ce secteur. En prenant en compte les utilisations alternatives des moyens de production du secteur utilisait, je calcule le gain net qui peut lui être attribué. Finalement, je propose une méthode originale pour mesurer son effet qui s'appuie sur la notion de « cœur de croissance ». Cet article montre que les profits du commerce intercontinental ont pu avoir une bien plus grande importance que ne le suggère leur valeur agrégée.

INTERCONTINENTAL TRADE PROFITS AND GROWTH IN 18TH CENTURY FRANCE

This paper studies the role of French intercontinental trade in the accumulation of domestic capital at the end of the *Ancien Régime*. It uses O'Brien's method to measure the amount of annual profits generated by this sector. The marginal gain linked to the existence of the sector is then computed by estimating what would have been the return of the resources the sector was using if they had been invested domestically instead. Finally, the paper uses the notion of "hearth of growth" to argue that profits from intercontinental trade were more important for the French economy than what their size suggests.

F23, N13, N73, O41

La croissance du commerce français au XVIII^e siècle est impressionnante. Les architectures de Nantes et de Bordeaux témoignent de l'enrichissement des négociants grâce au commerce intercontinental rendu possible par l'exploitation des esclaves aux Antilles. Le rôle du commerce atlantique dans la croissance européenne a été récemment réhabilité (Allen [2003], Acemoglu, Johnson & Robinson [2005]). La vision traditionnelle était que le commerce intercontinental a joué un rôle essentiel dans l'accumulation du capital avant la Révolution industrielle (voir Marx [1867 (1993)], Williams [1944 (1966)], Amin [1974], Frank [1978], Wallerstein [1980] et Crouzet [1972], p. 8). La plupart des historiens économistes s'accordent pour penser, avec Patrick O'Brien, que les

¹ OFCE, 69, Quai d'Orsay 75007 Paris. guillaume.daudin@ofce.sciences-po.fr. Merci aux nombreuses personnes qui ont entendu et commenté une version de cet article en conférence. Merci en particulier à Nick Crafts, François Crouzet, Antoine d'Autume et Olivier Pétré-Grenouilleau

apports en capital de la périphérie n'ont été que périphériques pour le développement de l'Europe (O'Brien [1982] ; voir aussi Sheridan [1965], Thomas & Bean [1974], Richardson [1975], Inikori [1981], Darity [1985], Solow, Barbara L. & Engerman [1987] et Eltis & Engerman [2000] pour l'état du débat) : le commerce atlantique n'a donc pu avoir un rôle positif qu'autrement.

En partant de l'exemple de la France, cet article remet en cause cette conclusion. Certes, les revenus du commerce intercontinental étaient trop faibles pour avoir joué un rôle direct important dans l'accumulation européenne de capitaux. Ceci reste vrai même si on mesure convenablement leur rôle en suivant les méthodes de Barbara Solow (Solow, Barbara [1985]). D'ailleurs, l'idée selon laquelle un secteur à hauts revenus aurait pu « irriguer » de capitaux le reste de l'économie est absurde : il attirait au contraire les capitaux à lui. Cet article montre que, paradoxalement, c'est justement par ce biais qu'il a pu jouer un rôle important dans l'accumulation.

LE RÔLE DIRECT DES PROFITS

Le capital investi dans le commerce intercontinental avait des revenus supérieurs au capital investi dans l'économie intérieure (voir Daudin [2004]). Quel rôle direct ont pu avoir ces revenus pour l'économie française ?

La mesure des profits

Les revenus totaux du capital investi dans les secteurs liés au commerce intercontinental sont mesurés en détail dans Daudin [à paraître] et Daudin [2005a]. Cet article ne présente que les résultats, en les comparant à ceux de O'Brien et ceux qui seraient obtenus par l'application de la méthode proposée ici au cas de l'Angleterre. Les ordres de grandeur, malgré des différences de définition et de calculs, sont comparables.

Table 1 : Profits provenant des relations économiques intercontinentales de la France et de l'Angleterre à la fin des années 1780 (en millions de livres tournois)

	Ma méthode appliquée à la France	Ma méthode appliquée à l'Angleterre	Les résultats de O'Brien
Commerce total	613	502	502
Profits commerciaux et commissions liées au commerce et à l'armement	97	78	67
Profits de l'assurance	11	9	8
Profits de redistribution des denrées coloniales			(12)
Profits de l'exportation de services commerciaux			(20)
Profits de la production de biens exportés	34	24	30
Total	142	111	105 (137)

Le revenu national français se situait entre 5 et 6 milliards de livres tournois à cette époque (voir, Toutain [1997]). Si l'on considère que 25% de ce revenu était destiné au capital, on peut conclure que les profits liés aux relations économiques intercontinentales représentaient entre 9,5 % et 11,5 % des revenus totaux du capital.

Le rôle statique du capital

Cependant, cela ne signifie bien sûr pas qu'en l'absence de commerce intercontinental les revenus du capital auraient été réduits d'autant. Pour calculer la perte nette, il faut défalquer de la perte brute les revenus que le capital aurait pu récolter s'il avait été investi dans l'économie française.

Pour cela, il faut estimer la quantité totale de capital. Je ne l'ai pas fait par la méthode habituelle de l'inventaire perpétuel (utilisée par Feinstein & Pollard [1988] et Bourguignon & Lévy-Leboyer [1985]), mais en utilisant les attentes de revenus des propriétaires de capital. Il est possible de même de mesurer la quantité de capital investi dans les relations intercontinentales. On trouve respectivement entre 27 et 32 milliards et 2,5 milliards. Des calculs similaires portant sur le nombre de travailleurs dans les relations intercontinentales et la modélisation de l'économie intérieure française par une fonction Cobb-Douglas à trois facteurs (terre, capital et travail) permettent de mesurer l'effet statique de l'existence des relations intercontinentales.

Table 2: Le rôle statique du secteur intercontinental

	Revenu total	Revenu du capital	Revenu de la terre	Revenu du travail	Situation britannique
Taille relative du secteur intercontinental	4 % – 4.75 % du PIB 9,5 % – 15 % de la production industrielle	13 % – 15,5 %	0 %	2.5 % – 3 %	7 % – 8 % du PIB 23 % – 26 % de la production industrielle
Conséquences nettes de l'existence des relations intercontinentales	1,5 % – 2 %	6,5 % – 8 %	-3 % – -2.5 %	0 % – 0.5 %	

Le secteur intercontinental donnait donc un gain de revenu total d'entre 1,5 % et 2 % du revenu français. Ce gain était inégalement réparti entre les facteurs. Son existence réduisait les revenus de la terre, puisque moins de capital lui était associé. L'effet pour les travailleurs était à peu près neutre. Le grand gagnant était le capital dont les revenus étaient augmentés de 6,5 % à 8 %.

Le rôle dynamique du secteur intercontinental par le biais de l'épargne

Cet effet redistributif en faveur du capital avait un rôle dans la détermination de l'épargne. Il s'agit d'ailleurs là de l'opinion traditionnelle sur le rôle du commerce intercontinental. En faisant des hypothèses sur la détermination de l'épargne, on peut estimer l'épargne issue du secteur intercontinental à 30 millions de livres tournois par an. L'épargne française totale était d'entre 350 et 420 millions de livres. Si l'on prend en compte la possibilité d'utilisations alternatives pour les facteurs de production, on peut estimer l'épargne supplémentaire liée à l'existence du secteur intercontinental à approximativement 20 millions de livres tournois, soit entre 5 % et 6,3 % de l'épargne totale à la fin de l'Ancien Régime.

Sous un certain nombre d'hypothèses raisonnables, on peut considérer que l'élasticité de la croissance par rapport à l'épargne était à cette époque de 1,2. Donc l'augmentation de l'épargne avait comme effet une augmentation de la

croissance d'entre 6 et 7,5 %, c'est-à-dire entre 0,035 et 0,045 points par an. Si cet effet a été constant de 1715 à 1790, l'augmentation du revenu par tête a été d'entre 2 et 3 % en 1790.

Tout cela confirme le résultat de O'Brien : même si le rôle du secteur intercontinental n'était pas nul, il a été grandement exagéré par l'historiographie traditionnelle. Certes, il était quatre fois plus important pour la croissance qu'il ne l'était pour le revenu total. Il tirait le reste de l'économie. Mais tout de même son effet agrégé était limité. Cela n'est pas surprenant : tous les secteurs individuels semblent de faible importance lorsqu'ils sont comparés à l'ensemble de l'économie.

UN AUTRE ROLE POSSIBLE

De toutes les manières, même si les chiffres étaient moins faibles qu'ils ne le paraissent, l'idée d'un secteur intercontinental irrigant le reste de l'économie avec son capital est absurde. En effet, pourquoi est-ce que les investisseurs qui profitent de hauts revenus dans un secteur particulier auraient-ils investi leur capital dans une économie intérieure offrant des profits plus faibles ?

Un secteur attirant le capital et les entrepreneurs

C'est bien sûr tout le contraire qui se passait. Certes, en France, comme en Grande-Bretagne, les négociants étaient parfois impliqués dans des investissements industriels (voir Devine [1976] et Boulle [1972]). Mais ils ne représentaient pas un groupe d'investisseur particulièrement important pour l'industrie, et notamment pas dans les secteurs centraux de la Révolution industrielle (Bairoch [1973]). Au Havre, le capital se déplaçait plutôt des industries vers le commerce que le contraire (Boulle [1975], p. 320-321). Dans le cas de Nantes Pétré-Grenouilleau résume l'attitude des négociants ainsi :

« Au total, deux phases peuvent être dégagées. La première est contemporaine de la naissance du grand commerce colonial et voit le négoce tenter de mettre sur pied les structures manufacturières complémentaires à ses spéculations (raffinerie, indiennage). La seconde débute très tôt, sans doute même avant même le milieu du siècle. Elle marque un réel désengagement. [...] les armateurs ne souhaitent pas aller au-delà d'encouragements initiaux, considérant que le négoce doit primer. » (Pétré-Grenouilleau [1996], p. 82-83)

De plus, le secteur intercontinental attirait fortement les entrepreneurs du reste de l'économie française. Cette « aspiration » des entrepreneurs était aussi celle du capital : chacun intégrait en effet le secteur avec son propre stock de capital financier et humain.

Ainsi, même si la bourgeoisie locale de Nantes avait été au centre de l'expansion du commerce de la ville à la fin du XVII^e siècle, elle ne représentait plus que 9,4 % des 166 familles impliquées dans le commerce colonial dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Parmi ceux des nouveaux venus dont la profession du père est connue, 64 % venaient de familles négociantes. Les migrants originaires d'autres ports français étaient l'exception (Pétré-

Grenouilleau [1996], p. 18-41). Au XVII^e siècle « le pôle capitaliste malouin est l'héritier du pôle vitréen » et « Le groupe marchand malouin constituait un groupe ouvert, faisant sa place aux hommes nouveaux capables de gravir les marches des divers cursus qui pouvaient conduire au métier de négociant » (Lespagnol [1997], p. 88). À Marseille, le nombre de négociants venant de familles extérieures à la ville était de 19 % au début du siècle, 25 % au milieu du siècle et 46 % à la fin de l'Ancien Régime. Comme le dit Carrière, « La courbe de l'immigration épouse fidèlement celle de l'expansion et c'est normal » (Carrière [1973], p. 265 et 280-281). Les Soliers dont l'activité a été étudiée par Dermigny en sont un bon exemple (Dermigny [1960]). À La Rochelle, seulement 58 % des armateurs venaient de la ville, d'Aunis, de Saintonge, de Guyenne ou de Gascogne (Bouniol [1972]). À Lorient, à la même époque, 63 % des armateurs ne venaient pas de la ville (Moutet [1974]). À Bordeaux, « la majorité des armateurs étaient d'origine étrangère à la région » (Butel [1974], p. 16).

Cette forte immigration vers les centres du commerce intercontinental devait être une étape importante des stratégies individuelles d'accumulation. Elle suggère donc que l'existence de ces centres encourageait l'accumulation de capital même parmi ceux qui n'y participaient pas.

Le secteur intercontinental comme un cœur de croissance

Les conséquences de cet effet d'encouragement peuvent être mieux comprises si l'on se place dans le cadre des débats ayant lieu depuis le milieu des années 1980 à propos de la modélisation de la croissance.

Parmi les méthodes qui ont été explorées par la vague de recherche pour expliquer la croissance de long terme, la plupart s'intéressent au progrès technique et à des activités qui ont des rendements décroissants pour les individus mais pas pour la société. Ce n'est pas le cas du secteur intercontinental : dans la mesure où il était subventionné, ce secteur avait probablement même des rendements plus faibles pour la société que pour les individus. Il vaut donc mieux se tourner du côté des modèles « AK » (Romer [1986]). Ceux-ci partent de l'existence d'un secteur dont les rendements du capital sont constants. Si ce secteur existe, il encourage l'accumulation dans l'ensemble de l'économie quelque soit son poids : il est appelé un « cœur de croissance ». Cette notion a été introduite par Rebelo [1991]. Le célèbre modèle de Lucas en est un exemple : Lucas [1988]. Pour une étude systématique, voir Glachant [1994] et Glachant [1995]. Le secteur intercontinental a très bien pu être de ce type. Sa simple existence — quel que soit son poids — encourageait l'accumulation du capital et permettait à l'économie française de sortir du piège des rendements décroissants.

Toutefois, ce modèle a une propriété indésirable : même si à court et à moyen terme, le développement de l'économie intérieure est accéléré, il s'arrête complètement aussitôt que les taux de profit intérieurs deviennent égaux aux taux de profit du secteur intercontinental. Ce dernier se développe ensuite de manière autarcique, comme une enclave prospère dans une économie stagnante. Pour que la croissance de l'économie intérieure soit assurée dans le long terme, il faut un lien supplémentaire, formé par la production exclusive par l'économie intérieure de biens de consommation dont les bénéficiaires du secteur intercontinental sont friands.

Les habitudes de consommation des négociants indiquent qu'ils devaient encourager l'économie intérieure par leur demande. En fait, il est un peu ironique de présenter cela comme une bonne chose. Les habitudes de consommation françaises ont souvent été critiquées, et certains auteurs y ont même vu la clef du retard de la France par rapport à l'Angleterre. Hoselitz affirme — de manière d'ailleurs tout à fait exagérée — que chaque Français n'aspirait qu'à devenir un rentier (Hoselitz [1955]). Taylor et Léon dénoncent le goût des négociants pour les offices et la terre qui absorbaient leur capital et empêchait qu'il soit investi dans les secteurs les plus dynamiques (Taylor [1967], p. 473-474 ; 477-479 et p. 485 et Léon [1970 (1993)], p. 632-634 et 642). La critique remonte même à Colbert et à Necker (Doyle [1996], p. 20 et Necker [1784], t. III, p. 149).

La recherche récente sur les ports (notamment Bordeaux, Nantes et Saint-Malo) nuance cette opinion. Les rentes, la terre et les offices n'étaient pas les « tombeaux » d'un capital arraché aux secteurs dynamiques de l'économie, mais tout simplement des biens de consommation normaux. Il est après tout normal que l'accumulation de richesses ait comme un de ses objectifs la consommation de biens de statuts — par soi ou par sa famille (Butel [1974], p. 325-364 ; Pétré-Grenouilleau [1996], p. 126-128 ; Lespagnol [1997], p. 735-772 et Pétré-Grenouilleau [1997], p. 96-101). Il ne faut d'ailleurs pas exagérer l'originalité de la communauté négociante française. Comme le remarque Crouzet : « en Angleterre, [où] le rêve de tout marchand enrichi était de devenir un *country gentleman* » (Crouzet [1966 (1992)], p. 340). La consommation n'inhibait pas l'accumulation : elle était en partie sa raison d'être.

Au-delà des biens de statut, la communauté négociante consommait aussi de nombreux biens produits en France, comme les textiles, les biens alimentaires, les meubles, les services domestiques et le logement. Les ports étaient ravitaillés en priorité par leur propre *hinterland*, mais aussi par le reste du pays : on le constate dans les cartes d'approvisionnement tirées du Maximum (voir Le Roux [1996] et Daudin [2005b]). Durant tout le XVIII^e siècle, le lien entre les citées maritimes dynamiques et le reste du pays n'a jamais été coupé comme cela peut être le cas dans certains pays en voie de développement où les élites consomment essentiellement des biens importés.

L'existence de ces liens était suffisante pour empêcher la transformation du secteur intercontinental en simple enclave. Il est donc possible qu'il ait joué le rôle d'un cœur de croissance. Le calcul de son importance n'est cependant pas facile. Une simulation exploratoire, utilisant une maquette simplifiée, permet de supposer que sans le secteur intercontinental, le stock de capital français aurait été plus faible de 30 % en 1790 et le revenu français par habitant plus faible de 8%, ce qui représente un tiers de croissance en moins sur l'ensemble du siècle². Ces chiffres sont plus importants que ceux présentés en première partie : ils restent plausibles.

² Le modèle est présenté dans Daudin [2005a], p. 534-543. Une réflexion pan-européenne est présentée dans : Daudin [2005c]. Voici les hypothèses : part du capital dans le revenu total, 25%, préférence pour le présent, 4,5% ; taux de profit dans le secteur intercontinental, 6,5% ; revenu par tête en 1715, 135 livres tournois ; revenu par tête en 1790, 205 livres tournois ; stock de capital dans l'économie intérieure, 500 livres en 1715 et 1015 en 1790 ; stock de capital part tête dans le secteur intercontinental : 85 livres tournois en 1790 et nul en 1715. Ces chiffres permettent tout d'abord de calculer l'élasticité intertemporelle de substitution compatible avec le modèle (7) puis de comparer la dynamique transitoire d'un modèle de Solow-Ramsey avec celle du modèle.

CONCLUSION

L'objectif de cet article est de contribuer au débat sur le rôle des profits tirés du secteur intercontinental sur l'économie intérieure de la France au XVIII^e siècle. Un calcul de ces profits les place à 142 millions de livres tournois. En première analyse, leur rôle direct et indirect dans la croissance n'a donc pu être que limité, puisqu'il ne s'agissait pas d'un grand secteur : moins de 8% de la croissance française peut être expliquée par le capital qui y avait été accumulé : cela ne représentait un gain cumulé pour le revenu français d'entre 2 et 3 % vers 1790. Cependant, un changement de perspective est nécessaire. Plutôt que d'examiner la manière dont le secteur intercontinental fournissait du capital aux autres secteurs, il est plus intéressant d'examiner la manière dont l'existence du secteur encourageait l'accumulation de capital dans l'ensemble de l'économie en offrant une issue au problème des rendements décroissants. Grâce aux modes de consommation des centres du commerce intercontinental, l'existence du secteur intercontinental ne conduisait pas à la formation d'une économie d'enclave. Une mesure incertaine de cet effet a été proposée. Il semble qu'il puisse expliquer jusqu'à 30% de la croissance française, soit une augmentation de 8 % du revenu français en 1790. C'est de trois à quatre fois plus important que ce que prédisent les méthodes habituelle.

BIBLIOGRAPHIE

ACEMOGLU, D., S. JOHNSON, & J. A. ROBINSON [2005], "The Rise of Europe: Atlantic Trade, Institutional Change and Economic Growth", *American Economic Review*, 95, p. 546-579.

ALLEN, R. C. [2003], "Progress and Poverty in Early Modern Europe", *Economic History Review*, 56 3, p. 403-43.

AMIN, S. [1974], *Accumulation on a World Scale*, New-York, Monthly Review Press.

BAIROCH, P. [1973], "Commerce international et genèse de la révolution industrielle anglaise", *Annales E.S.C.*, p. 541-571.

BOULLE, P. H. [1972], "Slave Trade, Commercial Organization and the Industrial Growth in 18th century Nantes", *Revue française d'histoire d'Outre-Mer*, 59, p. 70-112.

BOULLE, P. H. [1975], "Marchandises de traite et développement industriel dans la France et l'Angleterre du XVIII^e siècle", *Revue française d'histoire d'Outre-Mer*, 62, p. 309-330.

BOUNIOL, D., 1972: *Étude sociale des armateurs Rochelais membres de la Chambre de Commerce dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*. Nantes.

BOURGUIGNON, F., & M. LEVY-LEBOYER [1985], *L'Économie Française au XIX^e siècle*, Paris, Economica.

BUTEL, P. [1974], *Les Négociants bordelais, l'Europe et les îles au XVIII^e siècle*, Paris, Aubier.

CARRIERE, C. [1973], *Négociants marseillais au XVIIIe siècle*, Marseille, Institut historique de Provence.

CROUZET, F., 1966 (1992): "Angleterre et France au XVIIIe siècle : analyse comparée de deux croissances économiques". in M. Margairaz (Ed.), *Histoire économique : XVIIIe-XXe siècles*, p. 323-353. Larousse.

CROUZET, F. (Ed.). 1972: *Capital Formation in the Industrial Revolution*. Methuen.

DARITY, W. J. [1985], "The Number Game and the Profitability of the British Trade in Slaves", *Journal of Economic History*, 45, p. 693-703.

DAUDIN, G. [2004], "Profitability of Slave and Long Distance Trading in Context: The Case of 18th Century France", *Journal of Economic History*, 64, p. 144-171.

DAUDIN, G. [2005a], *Commerce et prospérité: la France au XVIIIe siècle*, Paris, PUPS.

DAUDIN, G. [2005b], "Domestic Trade in Late 18th Century France: a Geography", *Working Paper*.

DAUDIN, G. [2005c], "Smithian Growth and Entrepot Trade: The European Experience", *Working Paper*.

DAUDIN, G., à paraître: "Do Frontiers Give or do Frontiers take? The Case of Intercontinental Trade in France at the End of the Ancien Régime". in O. Pétré-Grenouilleau & P. Emmer (Eds.), *A Deus Ex Machina Revisited. Atlantic Colonial Activities and European Economic Development*. Ashgate.

DERMIGNY, L. [1960], *Cargaisons indiennes. Solier & Cie. 1781-1793*, Paris, SEVPEN.

DEVINE, T. M. [1976], "The Colonial Trades and Industrial Investment in Scotland, c. 1700-1815", *Economic History Review*, 29, p. 1-13.

DOYLE, W. [1996], *Venality: The Sale of Offices in Eighteenth-Century France*, Oxford, Clarendon Press.

ELTIS, D., & S. L. ENGERMAN [2000], "The Importance of Slavery and the Slave Trade in Industrializing Britain", *Journal of Economic History*, 60, p. 123-144.

FEINSTEIN, C. H., & S. POLLARD (Eds.), 1988: *Studies in Capital Formation in the United Kingdom, 1750-1920*. Clarendon Press.

FRANK, A. G. [1978], *World Accumulation, 1492-1789*, New-York and London, Monthly Review Press.

GLACHANT, J., 1994: *Les Théories de la croissance : fondements et implications*. Paris I, Paris.

GLACHANT, J. [1995], "Croissance et structure du système productif dans une Économie log-linéaire", *Annales d'économie et statistique*, 39.

HOSELITZ, B. F., 1955: "Entrepreneurship and Capital Formation in France and Britain since 1700". in M. Abramovitz (Ed.), *Capital Formation and Economic Growth (Conference Proceeding, NY, 1953)*, p.

291-337. Princeton University Press / National Bureau of Economic Research.

INIKORI, J. E. [1981], "Market Structures and the Profits of the British African Trade in the Late Eighteenth Century", *Journal of Economic History*, 41, p. 745-776.

LE ROUX, T. [1996], *Le Commerce intérieur de la France à la fin du XVIIIe siècle : les contrastes économiques régionaux de l'espace français à travers les archives du Maximum*, Paris, Nathan.

LEON, P., 1970 (1993): "Les Nouvelles élites". in Braudel & Labrousse (Eds.), *Histoire économique et sociale de la France*, p. 601-650. Presses Universitaires de France.

LESPAGNOL, A. [1997], *Messieurs de Saint-Malo : Une élite négociante au temps de Louis XIV*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

LUCAS, R. E. [1988], "On the Mechanics of Economic Development", *Journal of Monetary Economics*, 22.

MARX, K. [1867 (1993)], *Le Capital : Critique de l'économie politique*. (Vol. Livre premier), Paris, (Jean-Pierre Lefevre) Presses Universitaires de France.

MOUTET, X., 1974: *Négociants et armateurs de Lorient au XVIIIe siècle*. Université de Nantes, Nantes.

NECKER, J. [1784], *De l'administration des finances de la France*, s. l.

O'BRIEN, P. [1982], "European Economic Development : The Contribution of the Periphery", *Economic History Review*, XXXV, p. 1-18.

PETRE-GRENOUILLEAU, O. [1996], *L'Argent de la traite : milieu négrier, capitalisme et développement: un modèle*, Paris, Aubier.

PETRE-GRENOUILLEAU, O. [1997], *Les Négoces maritimes français, XVIIe-XXe siècle*, Paris, Belin.

REBELO, S. T. [1991], "Long-Run policy Analysis and Long-Run Growth", *Journal of Political Economy*, 99.

RICHARDSON, D. [1975], "Profitability in the Bristol-Liverpool Slave Trade", *Revue française d'histoire d'Outre-Mer*, 62, p. 301-308.

ROMER, P. [1986], "Increasing Returns and Long-Run Growth", *Journal of Political Economy*, 94.

SHERIDAN, R. B. [1965], "The Wealth of Jamaica in the Eighteenth Century", *Economic History Review*, 17.

SOLOW, B. [1985], "Caribbean Slavery and British Growth : the Eric Williams Hypothesis", *Journal of Development Economics*, 17, p. 99-115.

SOLOW, B. L., & S. L. ENGERMAN (Eds.), 1987: *British Capitalism and Caribbean Slavery : The Legacy of Eric Williams*. Cambridge University Press.

TAYLOR, G. V. [1967], "Noncapitalist Wealth and the Origin of the French Revolution", *American Historical Review*, 72, p. 469-496.

THOMAS, R. P., & R. N. BEAN [1974], "The Fishers of Men : The Profits of the Slave Trade", *Journal of Economic History*, 34, p. 885-914.

TOUTAIN, J.-C. [1997], "Le produit intérieur brut de la France, 1789-1990", *Histoire et société, histoire économique et quantitative, Cahiers de l'ISMEA*, 1.

WALLERSTEIN, I. [1980], *The modern World system II : Mercantilism and the Consolidation of the European World Economy 1600-1750*, New-York, Academic Press.

WILLIAMS, E. W. [1944 (1966)], *Capitalism and Slavery*, New-York, Capricorn.